



**LA CHASSE  
JUDICIAIRE A  
L'EX-PRESIDENT  
LULA**

---



TOUT EN ESSAYANT DE TROUVER UN CRIME –  
PEU IMPORTE QUEL - POUR DÉNONCER LULA  
DEVANT LES TRIBUNAUX, LES OPPOSANTS  
AU PLUS GRAND CHEF POLITIQUE DU BRÉSIL  
PROMEUVENT UN PROCÈS PAR LES MÉDIAS,  
DANS LA CAMPAGNE LA PLUS VIOLENTE DE  
DIFFAMATION CONTRE UN PERSONNAGE  
PUBLIC DANS L'HISTOIRE DU PAYS.

Dans plus de 40 ans de sa vie publique, la vie de l'ancien président Lula a été fouillée dans tous les aspects: politiques, fiscaux, financiers et même personnels. Aucun politicien brésilien a été sous telle investigation, pendant tellement de temps: par les organes de sécurité de la dictature, par la presse, par l'opposition politique et par des comités du Congrès au cours de ses deux mandats.

Malgré les fausses accusations qu'il a toujours souffert, rien de mal a jamais été démontré sur la vie de Lula parce qu'il a toujours agi dans le respect de la loi avant, pendant et après avoir été président du Brésil. Seule la dictature a osé condamner et emprisonner Lula, en 1980, basée sur l'infâme Loi de Sécurité Nationale. Son crime de "subversion" a été celui de se battre pour la démocratie et les droits de travailleurs.

Depuis la réélection du président Dilma Rousseff, en Octobre 2014, Lula est devenu la cible d'une véritable chasse judiciaire. Des agents partidarisés de l'État, du Ministère Public, de la Police Fédérale et de la Magistrature, se sont mobilisés afin de trouver un crime - peu importe quel - pour accuser Lula et le présenter devant les tribunaux.

Des dizaines de procureurs de justice, commissaires de police, agents de SRI et même des juges agissent frénétiquement à cette chasse, en complicité avec les monopoles de la presse et des groupes de calomnieurs professionnels.

En l'absence d'accusations formelles, car Lula a toujours agi conformément à la loi, ils encouragent un procès par les médias (trial by media) sans équilibre et sans droit au contradictoire. Les rumeurs, les conclusions et les fuites sélectives d'enquêtes sont libérés en grande pompe, un véritable lynchage moral et politique.

Il est clair que l'objectif de la ploutocratie brésilienne, de la mass media et des secteurs les plus rétrogrades du pays est de mener l'ancien président au banc des accusés pour exclure Lula du processus politique brésilien.

Ils ont violé le secret bancaire et fiscal de Lula, de ses enfants, de son entreprise de conférences et de L'Institut Lula. Ils ont violé la confidentialité des appels téléphoniques de Lula, de sa famille, de ses collaborateurs et même de ses avocats. Ils ont envahi et ont fouillé la maison de Lula, les maisons de ses enfants et l'Institut Lula.

Ils ont enquêté tous les voyages internationaux de l'ancien président - qui

a payé, quels avions ont été utilisés, qui l'accompagnait, où a-t-il séjourné, a qui a-t-il parlé, y compris les chefs d'état et de gouvernement. Ils ont enquêté les conférences et même des cadeaux que Lula a reçu quand il était président.

Et ils n'ont trouvé absolument rien capable d'associer Lula aux écarts de Petrobrás, enquêtés à l'Opération Lava-Jato ou toute autre illégalité. Aucun acompte suspect, aucun compte à l'étranger, aucune entreprise bidon, aucun centime qui n'a pas été honnêtement gagné et déclaré pour le paiement des impôts.

Même les accusés qui ont avoué de l'Opération Lava-jato, négociant des avantages pénaux et financières, en échange d'accusations aux politiciens, ont osé signaler la participation directe ou indirecte de Lula dans les écarts de Petrobrás. Et cela est terriblement frustrant pour les chasseurs de l'ancien président.

En l'absence de preuves, d'évidences ou de témoignages fiables, les bourreaux de Lula soumettent l'ancien président à un certain nombre de contraintes et d'arbitraires, qui violent non seulement ses garanties, mais les principes de l'Etat démocratique de droit, menaçant toute la société.

## AU COURS DE CES DEUX ANNÉES, LES DROITS SUIVANTS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT LULA ONT ÉTÉ VIOLÉS:

- .. le droit à un traitement équitable et à la présomption d'innocence;
- . le droit au juge naturel et au promoteur naturel;
- . le droit à la connaissance des investigations et à l'accès complet au fichier, qui est venu à être reconnu par le Conseil National du Ministère Public;
- . le droit à la confidentialité des communications avec les avocats; ce qui est venu à être reconnu par Teori Zavaski, de la Cour Suprême Fédérale;
- . le droit à la confidentialité des communications téléphoniques; également reconnu par le Ministre Teori, de la Cour Suprême Fédérale;
- . le droit de préserver la confidentialité des données personnelles, fiscales et bancaires confiée à des agents de l'Etat et de la Justice;
- . le droit de ne pas être enquêté indéfiniment au-delà des délais légaux ou raisonnables pour la présentation de grief ou classement de faits;
- . le droit à la vie privée et la préservation de l'image, prévue à l'article 5 de la Constitution du Brésil.
- . le droit de réponse dans les médias;
- . le droit politique de s'engager dans la fonction publique, pour le quel il a toujours été apte, refusée par décision individuelle du ministre Gilmar Mendes, de La Cour Suprême Fédérale;
- . et même le droit d'aller et venir, sans décret d'arrestation et

aucune hypothèse prévue par la loi pour son acheminement coercitif le 4 Mars, 2016.

## CONTRE LULA, UN TIR À LA CIBLE JUDICIAIRE.

Les arbitrages successifs contre Lula se produisent dans le contexte d'une attaque judiciaire et quasi-judiciaire sur plusieurs fronts à la fois, ce qui met en évidence un mouvement orchestré de persécution.

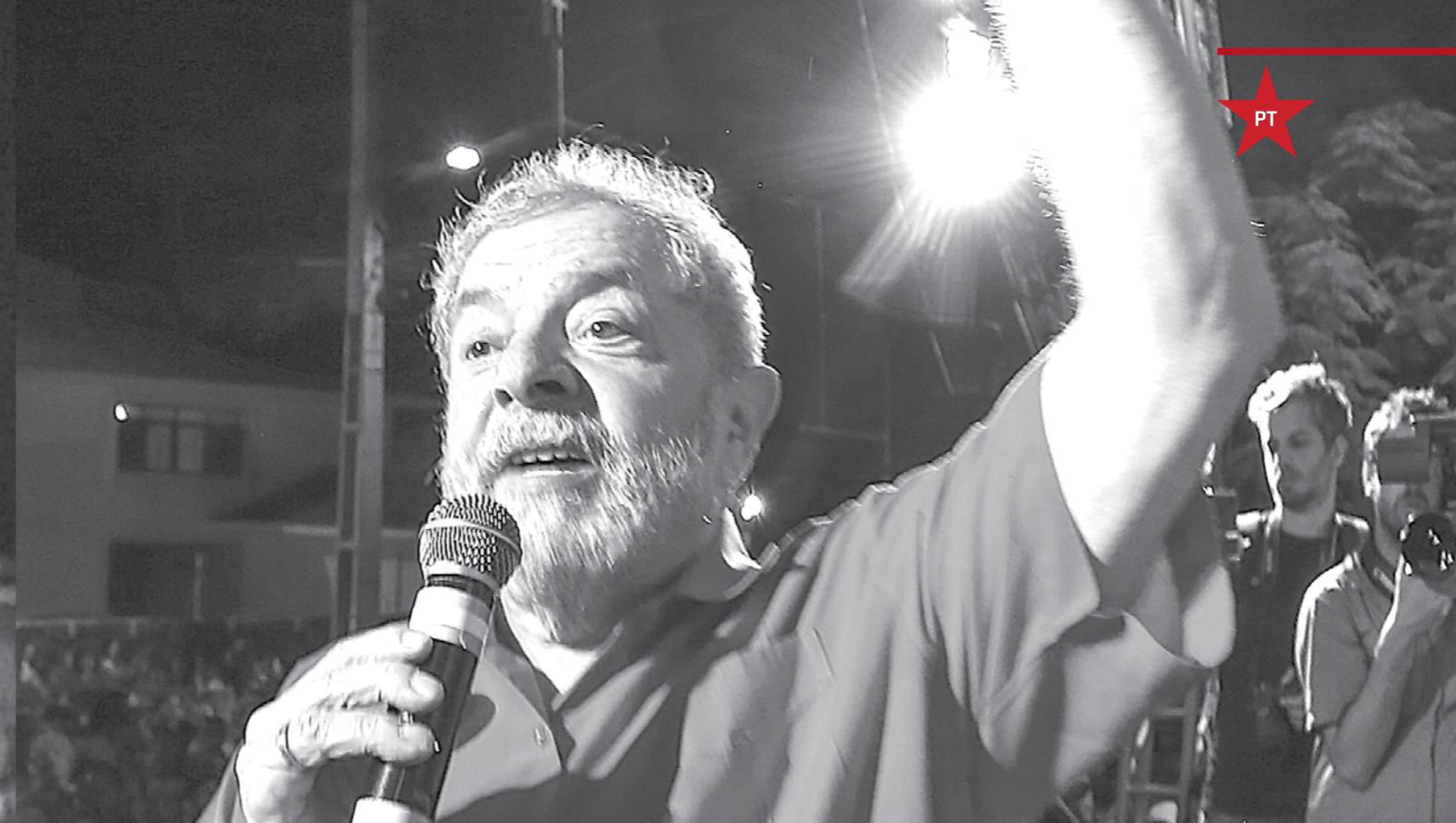
Au cours de ces deux ans, l'ancien président, sa famille, l'Institut Lula et la société des conférences LILS ont été soumis à:

- 3 enquêtes ouvertes par les procureurs fédéraux de Paraná, pour les réclamations présumées (et inexistantes) relatives aux propriétés que Lula n'a pas, conférences effectuées conformément à la loi;
- 1 poursuite pénale concernant les mêmes faits, proposée par les procureurs du Ministère Public de São Paulo;
- 1 enquête ouverte par les procureurs fédéraux à Brasilia, sur les voyages internationaux de l'ancien président;
- 1 enquête du Procureur Général de la République pour enquêter sur les faits liés à l'opération Lava-jato;
- 1 poursuite pénale déposée par le Procureur Général de la République concernant tentative d'entrave présumée (et inexistante) de la Justice;
- 1 enquête des procureurs fédéraux de Brasilia pour enquêter sur des allégations présumées (et inexistantes) d'avantages à l'un des enfants de Lula dans le traitement de Mesures Provisoires approuvées par le Congrès.

- 3 enquêtes de police ouvertes par la Police Fédérale à Brasilia et au Paraná;
- 2 actions d'inspection de l'IRS pour ne trouver rien d'irrégulier dans L'Institut Lula et l'entreprise LILS Conférences;
- Fraction du secret financier et bancaire de Lula, de l'Institut Lula, de LILS Conférences et de plus de 12 personnes et 38 sociétés de personnes liées à l'ancien président;
- Fraction de la confidentialité des enregistrements téléphoniques et des communications par Internet de Lula, de sa famille, de l'Institut Lula et des directeurs de l'Institut Lula; même les avocats de Lula ont été touchés par cette mesure illégale;
- 38 mandats de perquisition dans les maisons Lula et de ses enfants, d'employés et directeurs de l'Institut Lula, de personnes qui lui sont liées, exécutés avec abus d'autorité, les arrestations illégales et enlèvement du serveur d'e-mails de L'Institut Lula;

Les agents partidarisés de l'Etat poursuivent un véritable tir à la cible judiciaire attaquant Lula simultanément dans plusieurs fronts juridiques, par les mêmes revendications, ce qui est contraire à la Constitution, en plus de violer les principes universels du droit, adoptés par le Brésil dans les traités internationaux.

Par exemple: le Procureur Général de la République, Rodrigo Janot, a inclus l'ancien président dans une enquête sur Petrobrás à la Cour Suprême Fédérale. Presque en même temps, il a demandé le transfert à la Cour du juge Sergio Moro, d'enquêtes portant sur les mêmes faits, ce qui signifie une double enquête de l'ancien président Lula.



## POURSUITE, ARBITRAIRES ET ABUS

Au cours des 12 derniers mois, Lula a donné 5 déclarations à la Police Fédérale et au Ministère Public et a présenté des informations par écrit en 2 enquêtes.

Malgré avoir rempli tous les ordres et les demandes et avoir fourni des explications aux autorités même volontairement, le 4 Mars, Lula a été soumis, de façon illégale, injustifiée et arbitraire, à un acheminement coercitif pour témoignages sans aucune assignation préalable - un véritable enlèvement de la part du groupe de travail de la Lava-Jato.

Lula a fait l'objet d'une demande d'arrestation provisoire, encore plus illégale, injustifiable et arbitraire, par les procureurs de Justice de São Paulo, qui a été rejetée par la Justice par sa flagrante illégalité.

Des agents de l'Etat ont criminellement divulgué à la presse de données bancaires et fiscales de Lula, de ses enfants, de l'Institut Lula et de LILS Conférences.

Le juge Sergio Moro a divulgué illé-

galement des conversations téléphoniques privées de l'ancien président Lula, de son épouse, Marisa Leticia, et de leurs enfants, avec plusieurs interlocuteurs qui n'ont rien à voir avec les faits enquêtés, y compris un dialogue avec le Président de la République, Dilma Rousseff.

Cette fuite criminelle - expressément condamnée comme illégale par le ministre Teori Zavaski, de la Cour Suprême Fédérale - a été manipulée par les médias afin d'empêcher Lula d'assumer le poste de Ministre d'Etat, pour le quel il avait été indiqué quelques heures avant la divulgation illégale.

Aucun leader politique brésilien a eu son intimité, ses comptes, ses mouvements si perquisitionnés, dans un véritable complot contre un citoyen, en violation de ses droits et niant la présomption d'innocence.

Et malgré tout, il n'y a pas de poursuite judiciaire acceptée contre Lula, c'est à dire: il est non coupable, mais ses accusateurs, l'appareil d'Etat et les médias, le traitent comme précédemment condamné.

Le résultat de ce complot d'agents de l'Etat et des médias est l'opération de propagande la plus oppressive jamais

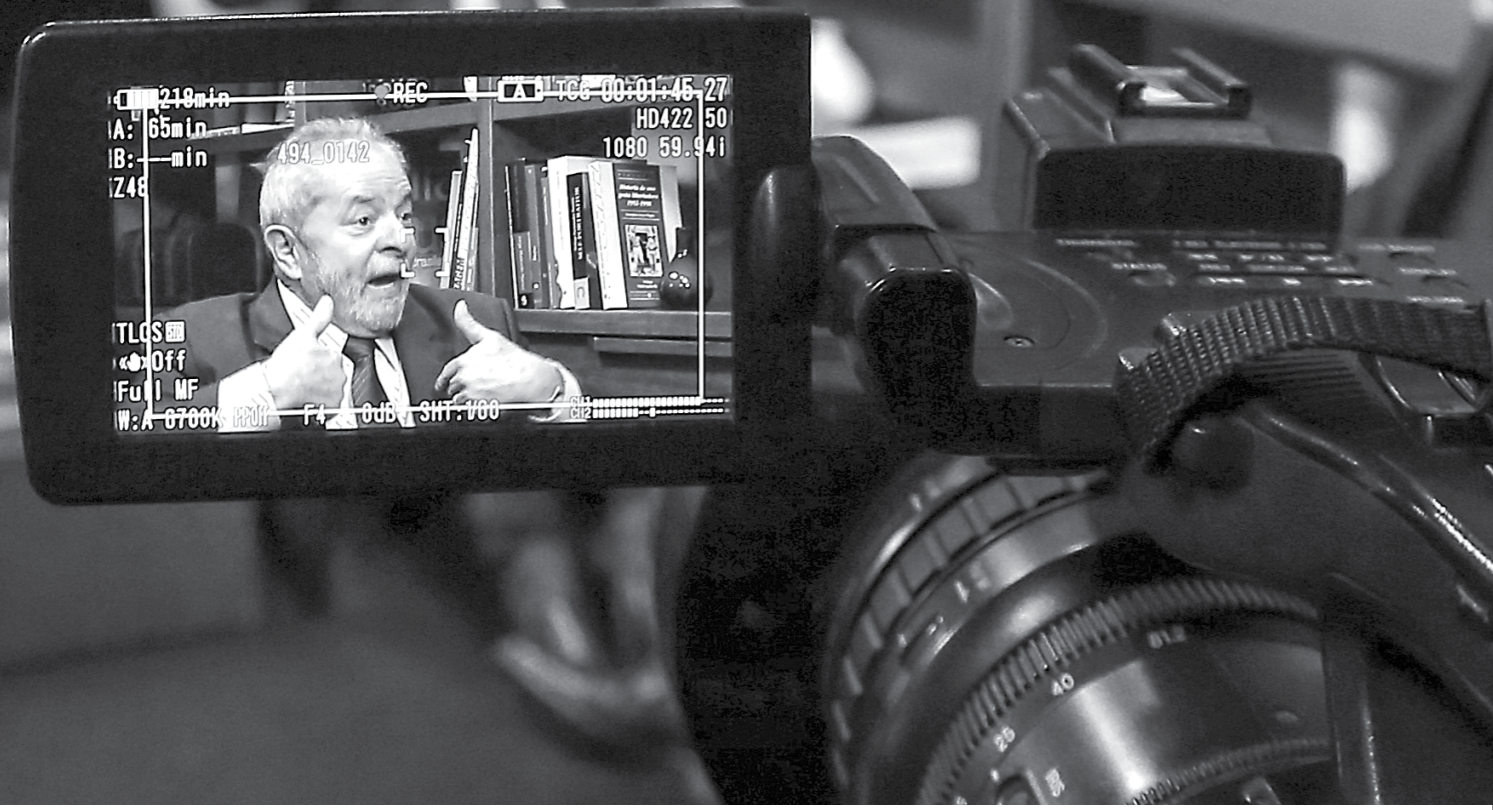
faite contre un agent public au Brésil. C'est le lynchage judiciaire-médiatique et l'incitation à la haine contre le plus important leader politique du Pays.

Lula est poursuivi parce qu'ils ne peuvent pas le battre dans les urnes. Et malgré la systématique campagne de diffamation judiciaire-médiatique, il continue à être évalué dans les sondages comme le meilleur président que le Brésil a jamais eu, en plus d'être le meilleur classé dans les sondages pour une future élection présidentielle.

## LULA NE FUT PAS DE LA JUSTICE; IL CHERCHE LA JUSTICE.

L'ancien président Lula recourra systématiquement à la Justice contre les abus et les actes arbitraires commis par des agents de l'Etat, calomniateurs professionnels et les médias qui diffusent des mensonges sur lui.

La défense de Lula a demandé et obtenu l'ouverture de Procédures Disciplinaires au Conseil Natio-



## LA VÉRITÉ SUR LES ALLÉGATIONS CONTRE LULA

Em depoimentos, manifestações dos advogados e notas de l'Institut Lula, l'ancien président Lula a clarifié tous les faits et a rejeté les allégations de ses détracteurs.

Lula est entré et sorti de La Présidence de La République avec les mêmes actifs immobiliers qu'il avait avant - patrimoine acquis dans une vie de travail depuis l'enfance.

Il ne cache pas, ne commet pas d'évasion fiscale, n'a pas de compte à l'étranger, n'enregistre pas des actifs sous compte d'autres personnes ni de sociétés dans des paradis fiscaux.

Et il n'a jamais participé ou bénéficié, directement ou indirectement, de déviations dans Petrobrás où tout acte illégal avant, pendant et après avoir exercé la Présidence de la République.

Voici un bref résumé des réponses aux fausses allégations, indiquant les documents qui prouvent la vérité:

**Appartement au Guarujá:** Lula est pas et n'a jamais été propriétaire de l'appartement 164-A du Condominium Solaris, parce que la famille ne voulait pas acheter la propriété, même après qu'elle a été rénovée par le véritable propriétaire. Informations complètes en: <http://www.institutolula.org/documentos-do-guaruja-desmontando-a-farsa>

**Dons à L'Institut Lula:** L'Institut Lula reçoit des dons de personnes et d'entreprises, conformément à la loi, pour maintenir ses activités, et cela n'a rien à voir avec les enquêtes de la Lava-Jato. Le Groupe de Travail a diffusé illégalement certains donateurs, mais cache les autres et a omis au public comment ces fonds ont été utilisés, ce qui peut être vu dans le Rapport d'Activités de l'Institut Lula 2011-2015: <http://www.institutolula.org/conheca-a-historia-e-as-atividades-do-instituto-lula-de-1993-a-2015>

**Maison de campagne a Atibaia:** Lula n'est pas et n'a pas jamais été propriétaire de la Maison de campagne Santa Barbara. La Maison de campagne a été achetée par des amis de Lula et de sa famille avec des chèques bancaires administratifs, ce qui élimine les hypothèses de blanchiment d'argent et de dissimulation d'actifs. Les rénovations apportées à la Maison de campagne

ont été payées par les propriétaires et n'ont rien à voir avec des écarts sous enquête de la Lava-jato.

Informations complètes et documents sur Atibaia et le patrimoine de Lula en: <http://www.institutolula.org/o-que-o-ex-presidente-lula-tem-e-o-que-inventam-que-ele-teria>

**Conférences de Lula:** Après avoir quitté la Présidence de la République, Lula a fait 72 conférences contractées par 40 entreprises au Brésil et à l'étranger, la collecte des impôts faite par l'entreprise LILS Conférences. Les montants payés et les conditions contractuelles étaient les mêmes pour les 40 entreprises: à la fois les 8 étudiés dans Lava-jato et les 32 autres, y compris Info-globo, de la Famille Marinho. Toutes les conférences ont été effectivement réalisées, comme en témoigne cette relation avec les dates, les lieux, les entrepreneurs, les thèmes, les photos, vidéos et nouvelles: <http://institutolula.org/uploads/relatorio-palestraslils20160323.pdf>

**Obstruction de la Justice:** L'ancien président Lula n'a jamais parlé avec l'ancien sénateur Delcídio Amaral sur des actions pour entraver la Justice ou sur n'importe quel acte illégal. Dans son témoignage devant le bureau du Procureur Général de la République, le 7 Avril, l'ancien président Lula a clarifié les faits et a désavoué l'ancien sénateur. Delcídio n'a fourni aucune preuve, évidence ou témoignage de ses conclusions.

c'est approprié illégalement de tout objet de la collection présidentielle, ou a commis d'illégalités dans le stockage. Cette note explique que la loi brésilienne oblige les anciens présidents à maintenir et préserver la collection, mais ne pointe pas des moyens et des ressources: <http://www.institutolula.org/acervo-presidencial-querem-criminalizar-o-legado-de-lula>

L'article mentionnant qu'une partie de la collection aurait été détournée par Lula ou qu'il serait approprié de biens du Palais est faux. Le magazine qui a répandu cette farce est le même qui a démystifié la rumeur dans un reportage de 2010: <http://www.institutolula.org/epoca-faz-sensacionalismo-sobre-acervo-que-e-la-mesmo-noticiou-em-2010>

**L'INTERROGATION DE LULA**

Dans ce lien, le texte intégral de la déclaration de Lula aux commissaires de police et aux procureurs de justice lors de son acheminement coercitif à l'aéroport de Congonhas, le 4 Mars, 2016. <http://www.institutolula.org/leia-a-integra-do-depoimento-de-lula-a-pf-em-14-03>

**Collection présidentielle:** L'ancien président Lula n'a pas détourné ou

nal du Ministère Public contre deux procureurs qui agissaient de forme factieuse;

Il a présenté au Conseil National du Ministère Public et a la confirmation de l'illégalité de l'enquête ouverte par les procureurs du Ministère Public de São Paulo;

Il a présenté à la Cour Suprême Fédérale et est en attente de jugement d'Action Civile Originale, avec dommages, pour définir qui est chargé d'enquêter sur les faits liés à la maison de campagne Santa Barbara et au Condominium Solaris;

Il a fait appel à la Cour de Justice São Paulo et est en attente de jugement contre la décision du juge de la 4ème Cour Pénale sur le même conflit de compétence;

Il a présenté à la Cour Suprême Fédérale l'habeas corpus contre la décision juridique du ministre Gilmar Mendes, corrigée et révoquée par le ministre Teori Zavascki sur injonction de sécurité du Procureur Général;

Il a présenté à Cour Suprême Fé-

dérale appel à la décision du ministre Gilmar Mendes qui l'empêche d'assumer le poste de ministre d'État, bien que Lula répond à toutes les exigences constitutionnelles et juridiques à cet effet;

Il a présenté au juge Sergio Moro 4 demandes de retour d'objets personnels de belles-filles et fils de Lula, saisis illégalement para la Police Fédérale.

Représentation présentée au bureau du Procureur Général de la République contre les actes abusifs et l'usurpation des pouvoirs par le juge Sergio Moro;

Plainte déposée à la Cour Suprême Fédérale contre les actes abusifs du juge Sergio Moro, qui usurpent la compétence de la Cour Suprême;

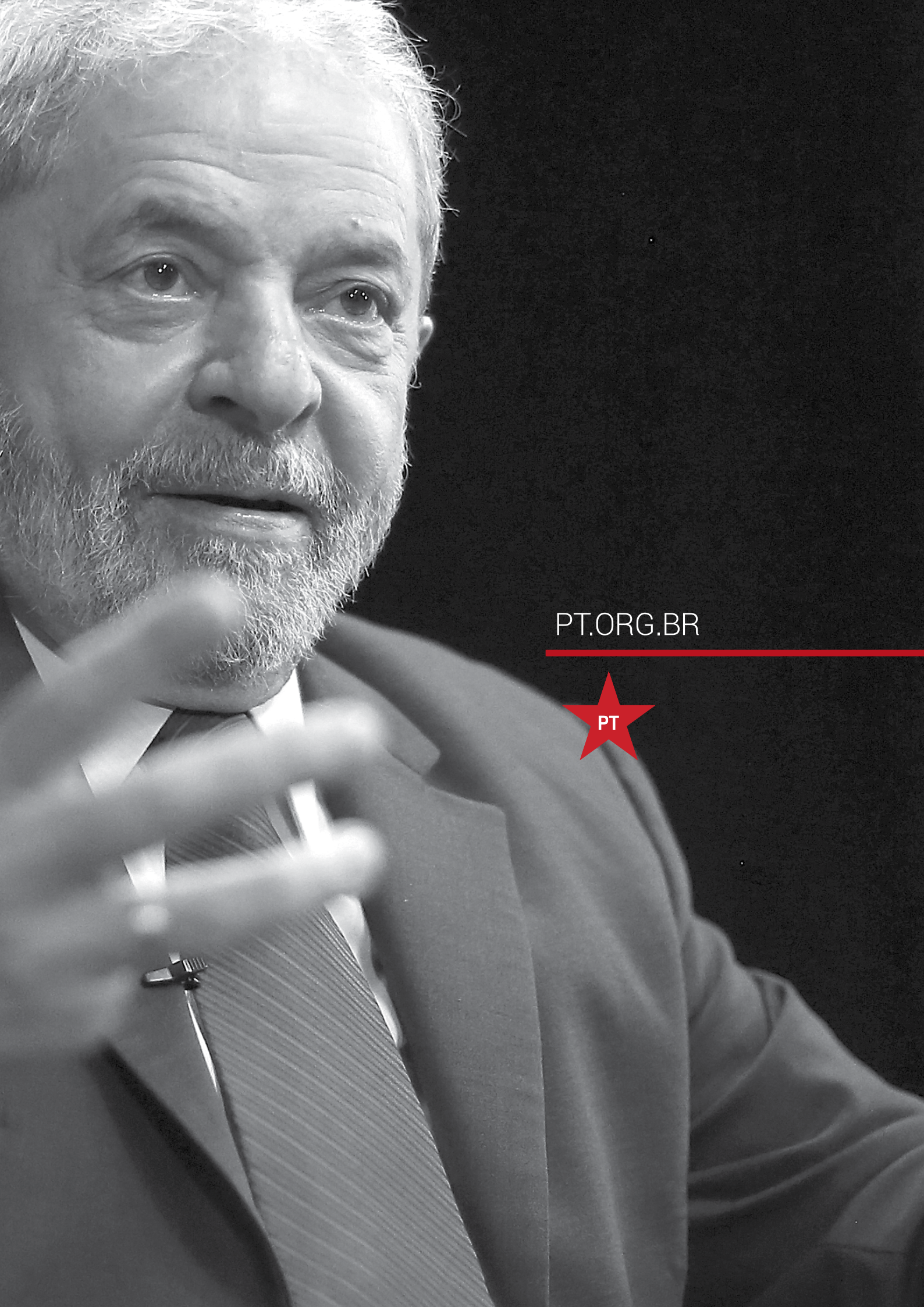
Et il a présenté, le 5 Juillet, l'exception de suspicion par rapport au juge Sergio Moro, afin qu'il reconnaisse la perte d'impartialité pour juger des actions impliquant Lula, ayant anticipé des jugements, entre autres raisons.

Contre ses détracteurs dans la pres-

se, au Congrès National et dans les réseaux souterrains de diffamation, les avocats de l'ancien président Lula ont présenté:

- 6 plaintes crime;
- 6 interpellations criminelles;
- 9 demandes d'indemnisation pour dommages moraux;
- 5 demandes d'enquêtes criminelles;
- et ils ont formulé deux demandes de droit de réponse, une desquelles accordée et l'autre contre TV Globo, en instance devant la Cour.

Qui devrait s'expliquer à la justice et à la société, ce n'est pas Lula; ce sont les procureurs, les commissaires de police et les juges qui abusent du pouvoir, ce sont les journaux, les émissions de radio et de télévision qui on manipulés des fausses informations et des accusations non fondées.



PT.ORG.BR

---

